



Consultation n° 2023EFS-PACC695

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR - CORSE

Service Juridique et Commande Publique
149, Boulevard Baille - 13005 Marseille

**ACHAT DE SIGNALÉTIQUES DE COLLECTES
POUR LES SITES DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS
DU SANG PACA CORSE**

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du Code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP) COMMUN AUX DEUX LOTS**

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	7	
1.1.	Les missions principales de l'EFS	7	
1.1.1.	Le prélèvement		8
1.1.2.	La préparation		8
1.1.3.	Le contrôle qualité		8
1.1.4.	La qualification des dons		8
1.1.5.	La distribution et la délivrance		8
1.2.	Les autres missions de l'EFS	8	
1.3.	L'organisation de l'EFS	8	
1.4.	EFS PACA-Corse	9	
2.	OBJET DU MARCHE PUBLIC	10	
3.	DISPOSITIONS GENERALES	10	
3.1.	Procédure de passation	10	
3.2.	Allotissement	10	
3.3.	Forme du marché public	10	
3.4.	Estimation du marché public	11	
3.5.	Groupement de commandes	11	
3.6.	Durée du marché public	11	
3.7.	Langue d'exécution du marché public	11	
3.7.1.	Principe		11
3.7.2.	Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat		11
3.7.3.	Défaut de recours à un interprète		11
4.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	12	
5.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12	
5.1.	Obligations générales	12	
5.2.	Obligation de résultat	12	
5.3.	Devoir de conseil et d'alerte	13	
5.4.	Prise en compte du développement durable dans l'exécution des prestations	13	
5.5.	Performance énergétique	14	
5.6.	Garantie	14	

6.	OBLIGATIONS DE L'EFS PACA CORSE	14
7.	EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	14
7.1.	Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	14
7.1.1.	Emission des bons de commande	14
7.1.2.	Seuil de commande	14
7.1.3.	Modification des bons de commande	15
7.1.4.	Annulation des bons de commande	15
7.1.5.	Durée de validité des bons de commande	15
7.1.6.	Délais d'exécution des bons de commande	15
7.1.7.	Difficultés d'exécution des bons de commande	16
7.1.8.	Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	16
7.2.	Transport et livraison	16
7.2.1.	Lieu de livraison	16
7.2.2.	Transport	17
7.3.	Plan de prévention	19
7.4.	Vérification et admission	19
7.4.1.	Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport	19
7.4.2.	Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis	19
7.4.3.	Décision	20
8.	PENALITES	20
8.1.	Pénalités de retard	21
8.2.	Pénalités pour mauvaise exécution	21
8.3.	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	21
8.4.	Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	22
9.	MODIFICATIONS DU MARCHE - EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES	22
9.1.	Evolutions administratives	22
9.1.1.	Changement de référence ou de conditionnement	22
9.1.2.	Arrêt de la fabrication ou de la commercialisation des fournitures	22
9.1.3.	Problème temporaire d'approvisionnement	22
9.2.	Evolutions technologiques	22

9.3. Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)	23
9.3.1. Modifications relatives au Titulaire	23
9.3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires	23
9.3.3. Clause de réexamen	24
10. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	24
11. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	24
11.1. Contenu des prix	24
11.2. Forme et évolution des prix	24
11.3. Fournitures commandées sur catalogue	25
11.4. Prix promotionnel	26
11.5. Avance	26
11.6. Modalités de facturation et de règlement	26
11.6.1. Facturation	26
11.6.2. Dématérialisation des factures	27
11.6.3. Délai de paiement	27
11.6.4. Suspension du délai global de paiement	27
11.6.5. Intérêts moratoires	27
11.6.6. Nantissement et cession de créance	28
11.6.7. Renseignement d'ordre comptable	28
12. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	28
12.1. Réunions et relations entre les parties	28
12.2. Confidentialité	28
12.2.1. Obligations du Titulaire	29
12.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	29
13. RESPONSABILITE - ASSURANCES	29
14. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	30
14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	30
14.2. Résiliation aux torts du Titulaire	30
14.3. Exécution aux frais et risques	30
15. LITIGES	30

**16. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA
SITUATION FISCALE ET SOCIALE 31**

**17. CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES AUX DEUX LOTS
31**

17.1. Descriptif technique 31

17.2. Maquette 31

17.3. Validation avant mise en production 31

DEFINITIONS

AC : Accord-cadre.

AE : Acte d'engagement ATTRI1

BAT : Bon à tirer

BL : Bon de livraison

BPU : Bordereau de Prix Unitaires

BT : Bordereau de transport

CCP : Cahier des Clauses Particulières

CCAG FCS : Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

CCP : Code de la commande publique

Comptable assignataire : l'Agent Comptable secondaire de l'EFS PACA CORSE

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'Outre-Mer.

EFS PACA-Corse : Etablissement de Transfusion Sanguine Provence Alpes Côte d'Azur - Corse dénommé Etablissement Français Sang Provence Alpes Côte d'Azur – Corse.

ETS : Etablissement de transfusion sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique.

Fournitures : Signalétiques de collectes telles que désignées dans les pièces du marché.

Heures ouvrables : Heures excluant les heures de nuit et les jours chômés ou fériés.

Heures ouvrées : Heures réellement travaillées excluant les heures de nuit, du samedi, dimanche et enfin les jours fériés.

Jours calendaires : Tous les jours du calendrier de l'année civile, y compris les jours fériés et chômés.

Jours ouvrables : Tous les jours de la semaine qui ne sont ni fériés, ni légalement chômés.

Jours ouvrés : Tous les jours travaillés dans l'entreprise.

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre.

Pouvoir adjudicateur (PA) : Etablissement Français du Sang.

Proposition technique du Titulaire : Ensemble des éléments techniques remis par le Titulaire dans son offre.

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : Le Président de l'EFS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur.

RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

RC : Règlement de la consultation.

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

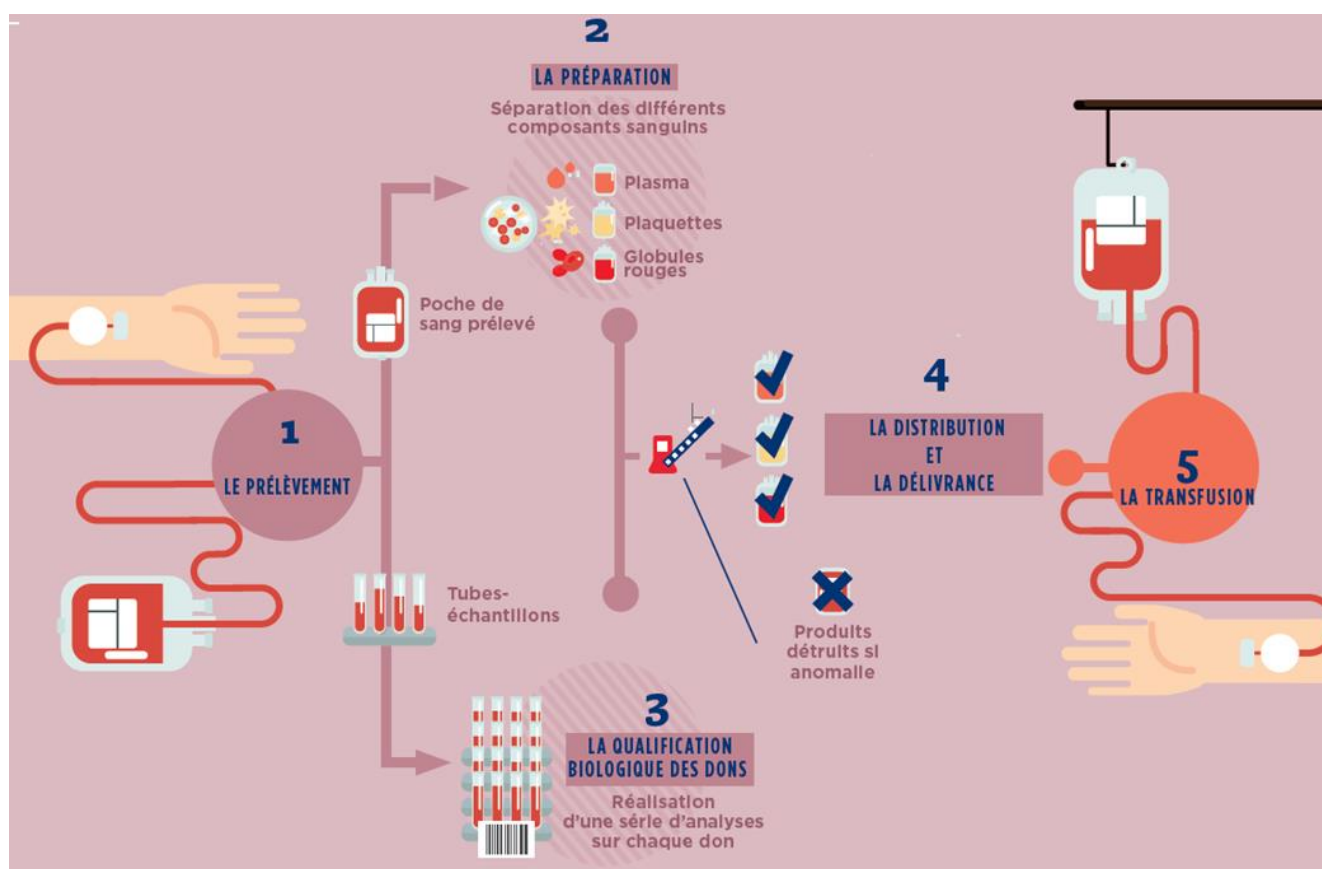
Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Établissement Français du Sang est un établissement public de l'État créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit. L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

1.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

1.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

1.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

1.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

1.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

1.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

1.2. Les autres missions de l'EFS

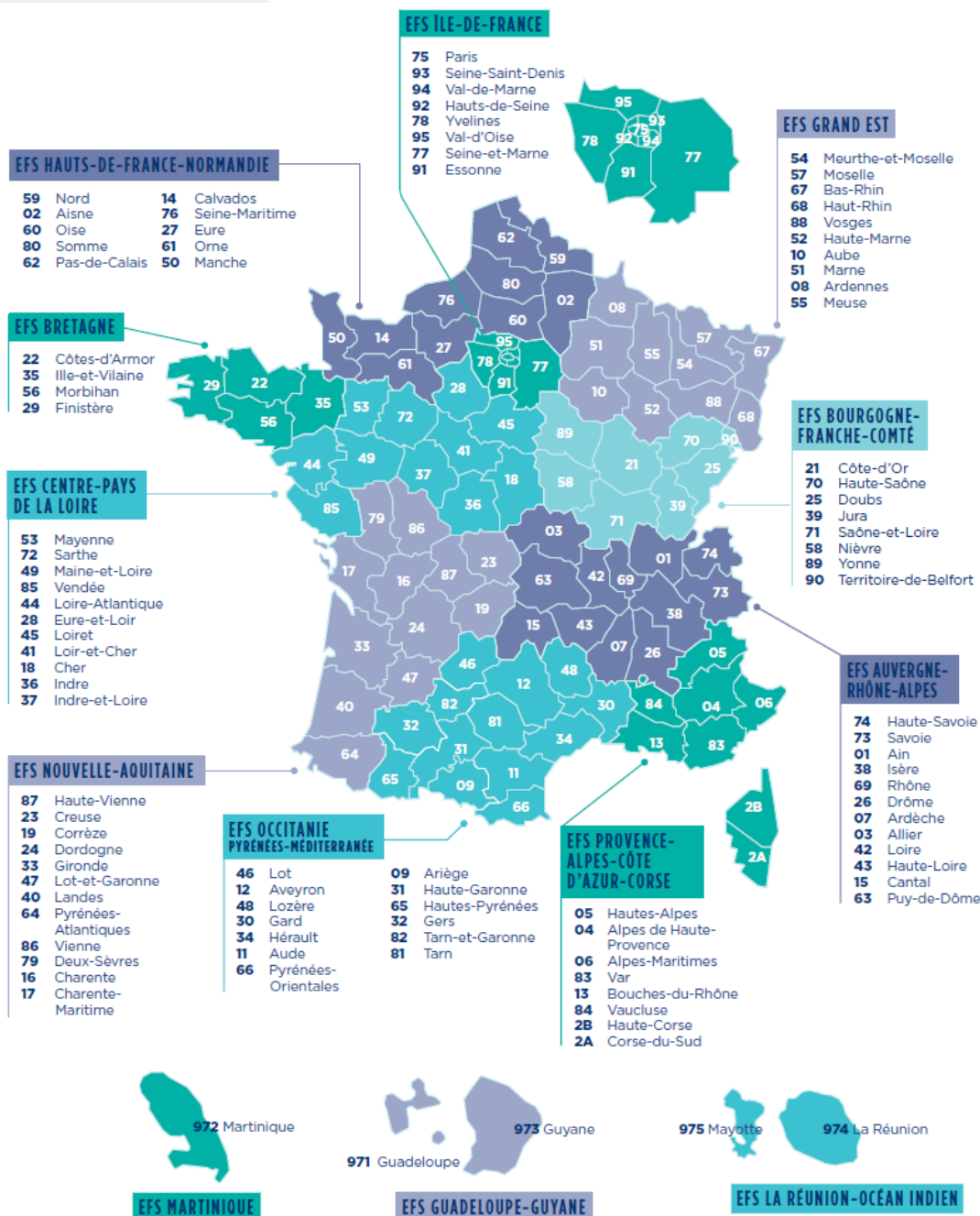
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Établissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. À ce titre l'EFS effectue des examens d'Immuno-Hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. À côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

1.3. L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



1.4.EFS PACA-Corse

L'EFS PACA-Corse est composé d'un plateau technique de préparation des PSL, de laboratoires d'Immuno-hématologie, d'une banque de tissus, d'une banque de thérapie cellulaire, d'une unité de production de réactifs, de services de recherche, ainsi que d'un laboratoire HLA.

La distribution et, le cas échéant, l'immunohématologie des receveurs sont réalisés 24h sur 24h, 7j/7 par du personnel sur site, ou d'astreinte.

Le prélèvement, quant à lui, est assuré sur environ 11 sites fixes de l'EFS PACA-Corse (cabines de prélèvement et Maisons du Don), ainsi que dans le cadre de collectes mobiles. Ces collectes mobiles, réalisées dans des camions de prélèvements ou dans des locaux prêtés par les collectivités territoriales et les entreprises, couvrent les régions PACA et Corse.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet l'achat de signalétiques de collectes pour l'ensemble des sites de l'EFS Provence Alpes Côte d'Azur et Corse.

L'activité de prélèvement de l'EFS se réalise sur 11 sites fixes et dans le cadre des collectes mobiles organisées sur la région PACA et en Corse. Il s'agit de concevoir la signalétique aussi bien en extérieur qu'en intérieur pour la promotion de la collecte de sang.

Les différents types de signalétiques demandés sont les suivants : des banderoles, des voiles, des totems, des stand kit expo et des kits kakemono.

Il convient de préciser que les fournitures devront toutes être livrées au dépôt régional de l'établissement situé sur Marseille, et ce quel que soit le site bénéficiaire.

La consultation ne comprend pas de prestation de pose.

Les caractéristiques techniques des fournitures sont décrites dans le présent CCP ainsi que dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU).

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1.Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- Article L.2124-2 du Code de la commande publique ;
- Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

3.2.Allotissement

Le marché public est composé de deux lots définis ci-après, chaque lot donnant lieu à un marché public conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du code de la commande publique.

- Lot 1 : Signalétique de collecte en extérieur
- Lot 2 : Signalétique de collecte en intérieur

3.3.Forme du marché public

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-1, R2162-2 .2^{ème} alinéa, R2162-4 à 6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire et est conclu comme suit :

Avec seulement un montant maximum défini par lot, pour la première période d'exécution du marché, soit 12 mois (article R.2162-4 2° du code de la commande publique). Dans l'hypothèse où le marché serait reconduit, les mêmes montants maximums définis pour la première période d'exécution s'appliqueront.

Lot n°	Désignation de la fourniture	Montant maxi /an	Montant maxi /4 ans
Lot 1	Signalétiques de collectes en extérieur	96 000 €HT	384 000 €HT
Lot 2	Signalétiques de collectes en intérieur	24 000 €HT	96 000 €HT

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

3.4. Estimation du marché public

Les montants estimés pour chaque lot sont indiqués dans le tableau ci-après :

Lot n°	Libellé du lot	Estimation annuelle (en €HT)	Estimation sur 48 mois (en €HT)
Lot 1	Signalétiques de collectes en extérieur	48 000 €HT	192 000 €HT
Lot 2	Signalétiques de collectes en intérieur	12 000 €HT	48 000 €HT

Les montants estimés de chaque lot sont donnés à titre purement indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Les montants sont évalués en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activités, et ne constituent en aucun cas un engagement du RPA.

3.5. Groupement de commandes

Sans objet.

3.6. Durée du marché public

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation du marché public figurant dans le présent CCP, le marché public est conclu pour une durée de **12 mois** à compter du **6 septembre 2025** ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure.

À l'issue de cette première période contractuelle, le marché public est reconductible tacitement **3 fois** pour période de **12 mois**, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

La reconduction tacite s'impose au Titulaire, il ne peut y renoncer.

Le RPA informe le Titulaire, par courrier avec accusé de réception, au plus tard 1 mois avant l'échéance, de son intention de ne pas reconduire le marché public. La non-reconduction n'ouvre aucun droit à indemnité pour le Titulaire.

3.7. Langue d'exécution du marché public

3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français).

3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire

3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et son annexe financière :
 - Annexe 1 : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et Délais de livraison ;
 - Annexe 2 : L'Attestation sur l'honneur relative aux sanctions russes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public.
- La proposition technique du Titulaire (comprenant notamment le cadre de réponse technique complété par lot, ses annexes et le (ou les) catalogue(s) de l'entreprise).

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seule foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du CCP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. Obligations générales

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à livraison des fournitures et avoir veillé pour l'établissement de son offre à la cohérence des éléments techniques fournis par le RPA.

Le Titulaire ne peut pas faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète par rapport aux obligations qui découlent du présent marché public ou non conforme aux règles de l'art.

Le Titulaire s'engage à ce que les fournitures livrées durant toute l'exécution du marché public répondent aux besoins techniques et aux impératifs exprimés dans le présent CCP et en annexe 1 de l'AE.

5.2. Obligation de résultat

Le RPA vise l'obtention de résultats : ceux de la « production / distribution » et « livraison » de la fourniture objet du marché public. Ainsi, le Titulaire reconnaît que l'objet dudit marché public est au cœur de son métier. Dès lors, le Titulaire est censé être le mieux à même d'exécuter le marché public dans des conditions économiques et techniques optimales.

Par conséquent, le Titulaire a un engagement général de résultat pour l'exécution du présent marché public. À ce titre, le résultat attendu par le RPA consiste au fait :

- De se procurer des fournitures conformément aux exigences techniques et aux impératifs exprimés dans le présent CCP et dans l'annexe 1 à l'AE ;
- De se faire livrer ces fournitures au dépôt régional de l'EFS ;
- De pouvoir faire évoluer la qualité desdites fournitures ;
- De ne pas avoir à gérer d'éventuels problèmes et dysfonctionnements émanant des outils de la production ou de la distribution du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché public, un niveau de qualité conforme aux stipulations du marché public et aux normes applicables aux fournitures afférentes.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports d'audit effectués par le RPA sont opposables au Titulaire. Le RPA a la possibilité de se faire assister par les tiers qu'il désigne, pour l'exécution de ces contrôles et mesures.

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou toute autre situation qui affecterait l'exécution du marché public, le Titulaire devra assurer la continuité de la production et livraison des fournitures. Dans le cas où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus, le RPA se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du présent CCP.

5.3. Devoir de conseil et d'alerte

Le Titulaire est astreint, à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. A ce titre, il doit présenter au RPA, toutes les propositions utiles de nature notamment à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité des prestations.

Le Titulaire assure également auprès du RPA un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché public dont il a la responsabilité sans délai à compter de la connaissance de l'évènement et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée du marché public.

Par ailleurs, le Titulaire informe le RPA spontanément et sans délai de toute difficulté au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché public.

5.4. Prise en compte du développement durable dans l'exécution des prestations

Pour limiter les impacts sur l'environnement, le prestataire cherchera à privilégier des solutions techniques de fabrication et l'utilisation de produits respectueux de l'environnement. Il veillera à limiter la consommation d'énergie. Les fournitures devront être, dans la mesure du possible, issus de ressources renouvelables, de production contrôlée ou être facilement récupérables ou recyclables.

Le Titulaire du marché indiquera, dans son offre technique, les modalités de récupération, de recyclage ou de destruction, le cas échéant, des signalétiques non conservées par l'EFS.

Dans ce cadre, le prestataire devra mentionner la liste des fournitures réutilisables. Pour celles qui ne sont pas réutilisables, il devra préciser la destination finale des produits et particulièrement la filière de recyclage, ou le cas échéant de destruction. Concernant la réduction des emballages et l'optimisation des livraisons, le Titulaire devra se conformer aux précisions indiquées par ses soins dans son offre technique.

L'EFS pourra être amené à contrôler le respect des engagements contractuels du Titulaire à tout moment lors de l'exécution des prestations.

5.5. Performance énergétique

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

5.6. Garantie

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission jusqu'au moment de leur utilisation complète conformément à l'article 33 du CCAG-FCS.

6. OBLIGATIONS DE L'EFS PACA CORSE

L'EFS PACA Corse s'engage :

- à permettre au personnel du Titulaire l'accès à ses locaux, dans les conditions prévues par son règlement intérieur, à ses jours et heures d'ouverture ;
- à collaborer avec le Titulaire et à mettre à sa disposition en permanence un interlocuteur habilité à lui fournir tout renseignement utile, documents et informations qu'il détient pour permettre au Titulaire de réaliser correctement les prestations durant l'exécution du marché public et notamment concernant une modification des règles de sécurité interne ;
- à maintenir comme confidentielles les informations signalées comme telles par le Titulaire.

7. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

7.1.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre.
- La durée de validité du bon de commande.
- La nature, les références et les quantités de fournitures concernées.
- Le prix unitaire contractuel HT des fournitures.
- Le montant total HT du bon de commande.
- Le taux et le montant de la TVA.
- Le lieu de livraison et la date de livraison souhaitée.
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison des fournitures.

7.1.2. Seuil de commande

Le Pouvoir Adjudicateur **n'accepte pas de seuil minimum de commande** en quantité ou en valeur.

7.1.3. Modification des bons de commande

Un bon de commande peut être modifié sans frais par l'EFS sous réserve que la modification intervienne dans un délai de 8 jours ouvrés maximums à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire du marché.

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au Titulaire par le service achat dans les plus brefs délais. Le Titulaire devra alors prendre immédiatement les dispositions idoines pour mettre en œuvre les modifications demandées.

7.1.4. Annulation des bons de commande

Un bon de commande peut être annulé sans frais par l'EFS sous réserve que l'annulation ou la modification intervienne dans un délai de 8 jours ouvrés maximums à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire du marché.

L'EFS peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le Titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

7.1.5. Durée de validité des bons de commande

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés au plus tard le dernier jour du marché public.

Cependant, les fournitures issues de ces bons de commande ne peuvent être livrées dans un délai supérieur à trois mois au-delà de l'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

7.1.6. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande et les délais d'exécution doivent être strictement respectés par le Titulaire.

Les fournitures doivent être livrées dans les délais plafonds renseignés par le Titulaire en annexe 1 de l'acte d'engagement. **Si une date précise de livraison est demandée dans le bon de commande, celle-ci doit impérativement être honorée.** Pour autant, cette date ne saurait être inférieure aux délais maximums précisés par le Titulaire.

En cas de non-respect des délais contractuels, le Titulaire encourt l'application de pénalités pour retard telles que prévues à l'article 8.1 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de **2 jours ouvrés** pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Un bon de commande peut être accompagné d'un échéancier de livraison trimestriel ou semestriel. Durant la validité d'un bon de commande, une ou plusieurs commandes peuvent intervenir. Le Titulaire est informé par la RPA de toute modification de ce planning dès qu'elle est connue. L'EFS PACA Corse se réserve la faculté d'actualiser cet échéancier pour les six mois suivants, deux mois avant le terme de la période de six mois en cours.

Dans le cas d'un manquement grave au respect des délais, le RPA pourra faire exécuter la commande par un autre fournisseur aux frais et risques du Titulaire conformément aux dispositions du CCP.

La grève du personnel du Titulaire ne constitue en aucune circonstance, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du Titulaire par le RPA.

7.1.7. Difficultés d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande (commande totalement ou partiellement honorée, modification d'un élément inscrit sur le bon de commande...), le Titulaire en avertit, dans les plus brefs délais, le service achats et le dépôt régional d'Arenc de l'EFS PACA-Corse.

A ce titre, il dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour informer les 2 services de ces difficultés.

Dans ce délai, le Titulaire adresse aux deux services susmentionnés, un courriel de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il envoie également un avis d'expédition des commandes comportant :

- Les quantités de fournitures, dans le cas de livraison partielle
- La date de livraison à J0

Cette information préalable se réalise, auprès du service achats et du dépôt régional d'Arenc :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps,
- soit par courriel.

Le RPA prendra alors la décision de :

- accepter le retard de livraison ;
- accepter une livraison partielle ;
- différer la date de livraison à une date définie ;
- annuler partiellement ou totalement la commande.

Dans le cas où le Titulaire ne remédierait pas, dans un délai 5 jours ouvrés, à ses difficultés d'exécution, le RPA se réserve le droit de résilier le marché public pour faute du Titulaire en application des dispositions du CCP.

7.1.8. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour la livraison des fournitures prévues au présent marché public et ce, sous la condition suivante :

- Dans la limite de 5 % du montant annuel estimé du lot concerné.

Le RPA pourra notamment faire appel à un tiers en cas d'impossibilité pour le Titulaire d'intervenir dans les délais contractuels impartis pour l'exécution des prestations.

7.2. Transport et livraison

7.2.1. Lieu de livraison

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées au dépôt régional de l'EFS PACA Corse à l'adresse et selon les modalités indiquées ci-dessous :

Dépôt régional d'Arenc
Zone Logistique SOGARIS - Entrepôt B - accès n° 44/46 - 14, Rue d'Anthoine
13002 Marseille

Les livraisons doivent impérativement être effectuées le matin de 7h30 à 12h00.

Les contraintes de livraisons sont les suivantes : semi-remorque ou camion avec ou sans hayon, quai PL mobile, VL pour petit colisage ne dépassant pas 15 Kg.

Les livraisons doivent être réalisées sur le dépôt régional d'Arenc, même en l'absence de précision sur le bon de commande.

L'adresse du site est susceptible d'évoluer en fonction d'un déménagement éventuel et/ou une création de site de EFS PACA Corse. Cette modification n'aura aucune conséquence sur les prix inscrits dans le BPU à la date de notification du présent marché public. Une simple information au Titulaire interviendra dans les plus brefs délais via la plateforme de dématérialisation PLACE.

7.2.2. Transport

Pour rappel, en cas de difficulté prévisible dans la livraison de ses marchandises, le Titulaire se conforme aux dispositions prévues en la matière à l'article 7.1.7 du présent CCP et envoie, à ce titre, dans la mesure du possible, par mail ou par fax à l'EFS PACA Corse, un avis d'expédition des commandes. Il doit faire figurer sur l'avis :

- Les quantités de fournitures, dans le cas de livraison partielle
- La date de livraison à J0

7.2.2.1. Contraintes et spécificités à prendre en compte pour la réalisation des colis et le transport

Suivant ses besoins, l'EFS PACA Corse passera commande d'une ou plusieurs références à livrer. A cette commande, sera joint un tableau de répartition des fournitures par site de l'EFS, afin que le Titulaire réalise le conditionnement avant la livraison. La répartition des fournitures se fera entre tous les sites et services de l'EFS PACA Corse.

Le pré-colisage pour chaque site est réalisé par le Titulaire selon le tableau adressé par l'EFS PACA Corse.

Chaque colis mentionne, de manière visible de l'extérieur :

- Le nom du site et du service de l'EFS PACA Corse destinataire ;
- Le descriptif des fournitures (libellé des références telles qu'indiquées dans l'annexe de l'acte d'engagement) ;
- La quantité contenue par référence.

Par exemple : Colis n°1 : Site d'Avignon : 15 banderoles, Colis n°2 : Site d'Avignon : 20 Akilux etc.

Les colis pour un même site devront être regroupés par palette avec les étiquettes facilement identifiables (vers l'extérieur, et sans film opaque par-dessus...).

Le colisage devra garantir l'intégrité des colis jusqu'au lieu de livraison et devra être constitué en emballage carton (type produit Akylux).

Le colisage devra impérativement être identifié par service et par site selon les prescriptions indiquées ci-dessus.

Dès lors que le nombre de colis livrés est supérieur à 10 cartons, la livraison doit s'effectuer sur palettes de type EUROPE (avec pour dimensions 120x80 cm), d'une hauteur maximale de 160 cm, filmées et identifiées avec le nom, l'adresse du destinataire et le nombre de colis contenus dans la palette filmée.

Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Toute livraison effectuée sur des palettes non conformes aux normes européennes (avec des dimensions différentes de celles susmentionnées) sera rejetée d'office. De même, le non-respect du pré-conditionnement demandé par site et par service suivant le tableau de répartition transmis par l'EFS entraînera le rejet de la livraison. Le Titulaire encourt également l'application de pénalités telles que prévues à l'article 8.2 du CCP.

7.2.2.2. Exigences à respecter pour les bons de livraisons

Les Fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bon de livraison directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptionnaire sans ouverture des colis. Le bon de livraison doit être établi en deux exemplaires, les deux parties conservent chacune un exemplaire du bon de livraison.

Afin de faciliter et sécuriser le contrôle à la livraison, le bon de livraison ne devra pas se cantonner à récapituler la commande globale mais devra être détaillé par site de l'EFS PACA Corse.

A ce titre, le bon de livraison devra impérativement comporter les mentions suivantes :

- le nom du Titulaire du marché public et ses coordonnées (nom, adresse, téléphone de la personne responsable du service commercial) ;
- le numéro du marché public, numéro et date du bon de commande auquel correspond la livraison ;
- la date d'envoi de la commande ;
- la date et l'heure de réception de la commande par le site utilisateur ;
- l'identification et les références des fournitures objet de la livraison **par site** de l'EFS PACA Corse ;
- les quantités de fournitures livrées **par site** ;
- le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- la date d'expédition des colis ;
- les conditions de transport ;
- éventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

7.2.2.3. Conditions de transport et de livraison

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du Titulaire et restent sa propriété.

Les fournitures devront être livrées par le fournisseur en liaison avec le correspondant du service communication et aux dates indiquées, le cas échéant, dans le bon de commande.

La livraison est réputée effectuée lorsque :

- les fournitures commandées ont été déchargées à l'adresse mentionnée dans le CCP ou le cas échéant dans le bon de commande
- les exigences imposées pour la réalisation des colis, la palettisation et l'établissement des bons de livraisons ont bien été respectées.

Lors de leur livraison, les fournitures seront à l'état neuf, n'auront fait l'objet d'aucune utilisation préalable, hormis les essais techniques habituellement prévus par le constructeur et correspondant aux fournitures présentées par le Titulaire dans son offre.

Le Titulaire s'engage à ne livrer que des fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité en vigueur.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse et du lieu de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'EFS PACA Corse. Les produits détériorés en cours de transport feront l'objet d'une décision de rejet dès la livraison.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

Sans préjudice des dispositions au présent CCP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites qui ne seraient pas respectées.

7.3. Plan de prévention

En application de la loi du 6 décembre 1976, du décret du 20 février 1992 et de l'arrêté du 19 mars 1993, les parties contractantes, l'EFS PACA-Corse, d'une part et le Titulaire, d'autre part, sont informés réciproquement des risques particuliers qui peuvent résulter de l'exercice simultané en un même lieu des activités des deux entreprises. Dans ces conditions, le Titulaire et l'EFS PACA-Corse auront obligation lors de la notification du marché de définir en commun un plan de prévention.

Le Titulaire et le représentant de l'EFS PACA-Corse, dûment habilités, effectuent une visite complète des locaux faisant l'objet des présentes dispositions et dressent un procès-verbal prescrit par le décret susvisé par le plan de prévention.

Le Titulaire doit impérativement soumettre le personnel de son entreprise aux règles de sécurité et d'hygiène prises par l'EFS PACA-Corse dans le cadre de ses procédures internes pour la protection des individus.

Le personnel du Titulaire est tenu de respecter les dispositions du règlement intérieur de l'EFS PACA-Corse.

Le plan de prévention devra être établi et remis au responsable sécurité de l'EFS PACA-Corse dans les deux mois à compter de la date de notification, sous peine de pénalité.

7.4. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCP, les opérations de vérification et d'admission des fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

7.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

A chaque livraison des fournitures, une vérification immédiate est effectuée sur la base du nombre de colis livrés (sur la base du bordereau de transport - BT) ainsi que de l'intégrité générale des colis par la personne habilitée du site ou service et ce en rapport avec l'adresse de livraison stipulée sur ce même bon. L'EFS dispose d'un délai maximum de J0 à compter de la livraison au sein des locaux de l'EFS, pour accepter expressément ladite livraison sur le plan quantitatif.

Ainsi, cette acceptation est constatée par l'apposition, sur le BT, du cachet de l'EFS, de la date et de la signature du représentant de l'EFS habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le BT.

Si la quantité livrée correspond à celle commandée, les fournitures, objet du présent marché, doivent alors faire l'objet d'une validation simple du contenu du colis, tant quantitatif que qualitatif.

Toutefois, le RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites à l'article 7.2.2 du présent CCP ne seraient pas respectées.

7.4.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

A l'occasion de cette vérification, est notamment constaté si la référence, le lot, le produit, etc. sont conformes au Bon de Livraison et à la Commande effectuée par l'EFS. La quantité et la qualité doivent être conformes à la commande et aux exigences spécifiques du marché. De plus, les exigences pour la réalisation des colis par site et l'établissement des bons de livraison doivent avoir été respectées.

En cas d'anomalie constatée, le RPA envoie au Titulaire du marché public un exemplaire du BL et du BT avec une note détaillant les anomalies rencontrées et les mesures à prendre. En application de l'article L 133.3 du code de commerce, le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine d'envoi confirmée par une lettre recommandée, les réserves précises, factuelles, détaillées et complètes qu'appelle la livraison (carton souillé, abîmé, ouvert, erreur de produit, erreur dans le pré-conditionnement demandé par site, bon de livraison non conforme aux exigences imposées...), dans un délai de J0 à compter de la réception de la livraison, non compris les jours fériés. L'EFS informe, à toutes fins utiles, le Titulaire du marché, que ces échanges peuvent se réaliser par voie dématérialisée.

Le Titulaire du marché fait son affaire du règlement du litige. Dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à compter de la notification de la note détaillant les anomalies rencontrées, le Titulaire du marché doit :

- Reprendre et remplacer, à ses frais, la commande en cas d'erreur dans les fournitures envoyées, le pré-conditionnement réalisé par site, la non-conformité du bon de livraison transmis,
- Reprendre, à ses frais, l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter, à ses frais, la livraison à concurrence de la quantité totale prévue à la commande (colis ou produit).

Par ailleurs, le Titulaire du marché est informé que l'EFS se réserve le droit de facturer, en sus des frais susmentionnés, les éventuels coûts d'exploitation engendrés : coûts d'exploitation du traitement opérationnel et administratif.

7.4.3. Décision

La réception est l'acte par lequel l'EFS accepte avec ou sans réserve, les fournitures livrées.

A l'issue des opérations de vérification et suite à la validation, le RPA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour prononcer la réfaction ou le rejet des fournitures, par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS. Passé ce délai, l'admission des fournitures est réputée acquise.

En cas de rejet des fournitures objet d'un bon de commande, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur, d'exécuter à nouveau la livraison des fournitures objet du bon de commande.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les fournitures livrées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du Titulaire.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

Lorsque les fournitures ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, le pouvoir adjudicateur peut prononcer une réfaction consistant en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Si les points précédents ne font mention d'aucune réserve, la garantie contractuelle du Titulaire du marché prendra effet à compter de la date d'admission.

De même, à compter de l'admission, le Titulaire du marché peut adresser à l'EFS sa facture.

Si à l'occasion de l'utilisation de la fourniture, une anomalie au niveau de la qualité est détectée, une non-conformité sera rédigée et adressée au Titulaire. Ce dernier sera amené à actionner une action correctrice (remplacement du produit, émission d'un avoir à l'EFS, etc.) dans les délais mentionnés dans le courrier accompagnant la déclaration de non-conformité.

8. PENALITES

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait et services non effectués.

Les pénalités font l'objet d'une facture.

À défaut de paiement, les pénalités sont réglées par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire.

En cas d'insuffisance des sommes dues au Titulaire, les pénalités font l'objet d'un ordre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du RPA.

Les pénalités définies ci-après se cumulent entre elles.

Les jours cités au présent article sont des jours calendaires.

8.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire dans l'annexe à l'AE à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

- En cas de non-respect des délais de livraison des fournitures prévues au BPU, le Titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 50 € par jour calendaire de retard à compter du lendemain de l'expiration du délai maximum de livraison sur lequel s'est engagé le Titulaire en annexe 1 de l'AE.
- En cas de non-respect de la date de livraison indiquée dans le bon de commande, le Titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 50 € par jour calendaire de retard à compter du lendemain de l'expiration de la date de livraison spécifiée dans le bon de commande.

8.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 200 € par manquement constaté comme détaillé ci-après :

- Non-respect des exigences imposées pour la réalisation des colis suivant la répartition par site et par service ;
- Livraison effectuée, pour des colis volumineux, sur des palettes non conformes aux normes européennes ;
- Non-respect du formalisme et du contenu demandé pour l'établissement des bons de livraison ;
- Non-respect d'un colisage permettant de garantir l'intégrité des produits ;
- Tout manquement à une obligation contractuelle figurant au présent CCP ;
- Non-respect à trois reprises sur une période d'un an, de la quantité commandée au travers du bon de commande ou lorsque les fournitures livrées ne correspondent pas à celles figurant dans l'offre du Titulaire ;
- Non-respect de l'obligation relative à la production périodique des attestations fiscales, sociales et assurantielles, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 100 € par jour calendaire de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant du marché public ;
- Envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire.

8.3. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant maximum du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

8.4.Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de **100 € par jour de carence constaté**.

9. MODIFICATIONS DU MARCHÉ - EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES

9.1.Evolutions administratives

9.1.1. Changement de référence ou de conditionnement

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence ou de conditionnement d'une fourniture mentionnée au BPU (temporaire ou définitive), au moins un mois avant la date d'application.

Le RPA prend acte de la modification demandée par écrit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification a pour objet le changement de la désignation ou de l'indication des références du produits considéré, ou l'attribution d'une nouvelle référence à un produit dont la nature et le prix unitaire à l'unité ou le prix unitaire au conditionnement demeurent par ailleurs inchangés.

9.1.2. Arrêt de la fabrication ou de la commercialisation des fournitures

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation des fournitures faisant l'objet du marché public ou de leurs fournitures de substitution, le Titulaire propose de délivrer une fourniture de technologie, de catégorie et de qualité équivalentes ou supérieures à celle prévue dans le marché public, dans les délais les plus courts. Le prix de la fourniture de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le BPU.

Le RPA prend acte de la modification demandée par écrit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, sauf si le prix de la fourniture de substitution est inférieur au prix initial mentionné dans le BPU.

9.1.3. Problème temporaire d'approvisionnement

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fournitures considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fournitures dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

9.2.Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

9.3.Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)

9.3.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés, datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

Les éléments seront adressés à :

EFS PACA Corse
Service juridique et de la commande publique
149, Boulevard Baille - 13005 Marseille.

9.3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

9.3.3. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le Titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

10.DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

11.REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

11.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le bordereau des prix unitaires et les délais de livraison, annexe à l'acte d'engagement.

Les fournitures sont réglées par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires, multipliés, par la quantité de fournitures livrées.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux fournitures et au transport.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

11.2. Forme et évolution des prix

Les prix du marché public sont des prix révisables à chaque période de reconduction du marché.

La révision des prix peut être effectuée, à la hausse comme à la baisse, par référence au tarif ou barème public que le Titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

☞ Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée (joindre l'ensemble des pièces justificatives permettant un contrôle précis des augmentations proposées) des prix des matières premières ou des composants indispensables à la livraison des fournitures, l'EFS se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution du marché public, une hausse des prix du marché, supérieure au seuil prévu par la clause butoir. Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période

durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

☞ Clause butoir et de sauvegarde

En cas de hausse excédant de plus **de 4 %** les conditions précédentes, le RPA se réserve la faculté de limiter cette hausse à 4 % ou de résilier le marché public sans que le Titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

☞ Clause de rendez-vous

Une diminution de l'augmentation tarifaire, voire un retour aux prix initiaux du marché, est effectuée dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

☞ Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum 2 décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités comme suit :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les nouveaux prix doivent être adressés par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Etablissement Français du Sang PACA Corse
Service Achats – 149, boulevard Baille – 13005 Marseille

La demande de révision des prix sera nécessairement accompagnée des prix révisés sous un format identique à celui de l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU).

Le Titulaire profitera également de la révision de prix pour transmettre un nouveau BPU actualisé tenant compte des commandes exceptionnelles réalisées en cours d'exécution de la période sur catalogue et non prévues dans le BPU.

Sous peine de forclusion, au plus tard 2 mois avant la date anniversaire du marché public, le cachet de la poste faisant foi. Les prix révisés, après acceptation, sont appliqués par le RPA à compter de la date d'entrée en vigueur de la reconduction.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas les modalités de mise en œuvre de la révision prévues ci-dessus et dans le cas où une hausse des prix est constatée, les prix en cours sont automatiquement reconduits aux mêmes conditions pour les périodes précisées ci-dessus, sans intervention du RPA.

11.3. Fournitures commandées sur catalogue

Pour offrir plus de marge de manœuvre au service communication en cours d'exécution du marché, l'EFS PACA Corse se réserve la faculté de commander sur le catalogue du Titulaire de nouvelles références non prévues initialement dans le BPU.

Ces fournitures font l'objet de la "remise sur catalogue" figurant au BPU si le Titulaire l'a proposé dans le cadre de son offre tarifaire.

Ce pourcentage de remise sur catalogue est contractuel et s'applique pendant toute la durée du marché public.

Cette possibilité n'est envisagée que de manière accessoire aux commandes principales faites dans le cadre du BPU. Les commandes principales correspondent aux besoins les plus fréquents de l'EFS PACA Corse qui sont commandés de façon récurrente.

Le pourcentage de remise sur les prix du catalogue s'applique uniquement sur l'ensemble des produits rentrant dans la gamme de produits désignée figurant dans le catalogue du Titulaire.

Les prix du marché public sur le catalogue sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le catalogue moins la remise sur catalogue renseignée dans le BPU.

Les prix des fournitures commandées sur catalogue sont révisables dans les conditions définies à l'article 11.2 du présent CCP.

Le Titulaire est informé que cette possibilité est strictement encadrée en interne et que le RPA en assure le contrôle.

Les fournitures commandées sur catalogue seront intégrées deux mois avant la date anniversaire du marché public au bordereau des prix unitaires (BPU). Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du présent CCP, un nouveau BPU actualisé sera transmis par l'attributaire pour tenir des commandes exceptionnelles réalisées en cours d'année sur catalogue et non prévues dans le BPU.

Par ailleurs, le Titulaire peut proposer un catalogue électronique conformément à l'article R.2162-52 et suivants du code de la commande publique. À la notification du marché public, l'EFS PACA Corse et le Titulaire préciseront conjointement le format, l'équipement électronique utilisé, les modalités de connexion et les spécifications techniques du catalogue.

11.4. Prix promotionnel

Dans le respect des conditions d'exécution du marché public, et sans nécessiter la conclusion d'avenant, le Titulaire peut proposer un tarif promotionnel. Dans ce cas, la promotion est définie selon :

- le nouveau prix ;
- la date de début et de fin.

Le Titulaire doit envoyer un courrier au service achat pour l'actualisation temporaire des tarifs.

Si des conditions d'exécutions particulières sont requises (exemple : minimum de commande...), alors le prix doit faire l'objet de l'acceptation du RPA, sinon le tarif promotionnel est automatiquement appliqué. La baisse des prix s'applique aux commandes qui auront été émises pendant toute la durée de la promotion.

11.5. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5%. Cette avance est portée à 10% lorsque le Titulaire est une PME.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

11.6. Modalités de facturation et de règlement

11.6.1. Facturation

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;

- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées ;
- le montant hors TVA des Fournitures ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

11.6.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule **CHORUS PRO**. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le RPA, seront adressées en utilisant le numéro SIRET de l'EFS PACA Corse.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, le RPA a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus du RPA de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

11.6.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum **de soixante (60) jours** à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par le RPA.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures ne sont pas admises ou si elles sont rejetées, elles donnent lieu à un avoir.

Le RPA se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

11.6.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

11.6.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire **de 40 euros** et fait courir de plein droit, et sans

autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

11.6.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au Titulaire la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

11.6.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'agent Comptable secondaire de l'EFS PACA Corse, désigné dans l'acte d'engagement.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du Code de la commande publique est le RPA.

12.SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

12.1. Réunions et relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA.

Le représentant du Titulaire est destinataire de toute demande formulée par le RPA concernant l'exécution du marché public.

Le RPA assure la transmission de toute information communiquée par le Titulaire aux sites de l'EFS PACA Corse.

Le Titulaire s'engage à participer aux réunions de suivi de l'exécution du marché organisées par le RPA.

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations, le RPA privilégie les moyens de communications dématérialisés (échanges par courrier électronique : mails et/ou plateforme PLACE). Le cas échéant, il pourra faire usage de tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

12.2. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

12.2.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

12.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

13. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

14. RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

14.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

14.3. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

15. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

16. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

17. CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES AUX DEUX LOTS

17.1. Descriptif technique

Les caractéristiques techniques des fournitures par lot sont décrites dans l'annexe 1 de l'AE : le BPU et les délais de livraison.

17.2. Maquette

Le RPA fournira au Titulaire les fichiers des maquettes à réaliser, en suivant les contraintes techniques à respecter (dimensions, format du fichier...).

17.3. Validation avant mise en production

Le RPA doit pouvoir visualiser les bons à tirer (BAT) au format numérique des supports avant la mise en production.

Les validations des BAT seront faites par mail. Des corrections et des modifications pourront donner lieu à des échanges avant la validation du BAT.

Seule la validation du BAT déclenchera la production et le démarrage du délai pour l'exécution des prestations. Toute réalisation faite par le Titulaire du marché sans validation du BAT par le RPA sera rejetée et non facturée.